

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale de la Loire

Saint-Étienne, le

11 DEC. 2015

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT
Unité Territoriale de La Loire
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : guillaume.hanriot@developpement-
durable.gouv.fr
Réf. : UT42-S7-015-125

Objet : Élimination de déchets sur un terrain communal lors de la création du Pôle
Chapeau sur l'ancienne chapellerie Fléchet

PJ : Copie du rapport de l'inspection du 31 août 2015

Monsieur le président,

Dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne chapellerie Fléchet à Chazelles-sur-Lyon lors de l'aménagement de l'Atelier-Musée du chapeau, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a fait procéder, au cours des travaux de dépollution menés en 2011 et 2012, à l'élimination de terres excavées sur un terrain communal de Chazelles-sur-Lyon situé au lieu-dit « Le Plasson ».

Les éléments que vous avez présentés à l'inspection dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation environnementale du site de février 2014 ne permettaient pas de justifier la régularité de la filière d'élimination des terres excavées que vous avez mises en œuvre lors de leur stockage sur le terrain de la commune de Chazelles-sur-Lyon. Les terres excavées constituent des déchets que la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais doit gérer en tant que producteur conformément à l'article L. 541-1 du code de l'environnement chapitre 1er du titre IV du livre V du code de l'environnement dans la mesure où elles sont susceptibles de porter atteinte à la santé humaine et de nuire à l'environnement.

Par courrier du 24 juin 2015, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a transmis à l'inspection un rapport de juin 2015 permettant de caractériser les déblais mis en dépôt sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon et interrogeant l'inspection sur la recommandation du bureau d'études Artelia de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon.

**Monsieur le président de la communauté de
communes de Forez-en-Lyonnais
Zone de Montfuron
42140 Chazelles-sur-Lyon**

L'examen de ces éléments par l'inspection est présenté dans le rapport ci-joint.

La décharge communale de Chazelles-sur-Lyon sur laquelle ont été apportées les terres excavées du site Fléchet est une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) en situation irrégulière. En effet, elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale requise par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les matériaux du site Fléchet, bien qu'ils contiennent des métaux et des traces d'hydrocarbures, respectent les seuils d'acceptation applicables aux Installations de stockage de déchets inertes.

J'ai invité le maire de Chazelles-sur-Lyon à régulariser la situation administrative de cette décharge, soit en déposant une demande d'enregistrement comme ISDI auprès de mon service, soit en cessant l'activité et en procédant à la remise en état de la décharge.

Il pourrait d'ailleurs être opportun de réfléchir à un éventuel transfert de la commune à la communauté de communes pour la régularisation et l'exploitation future de la décharge de Chazelles-sur-Lyon si celle-ci constitue un exutoire des déchets du BTP à l'échelle de l'intercommunalité.

Je vous informe que votre responsabilité en tant que producteur des déchets du site Fléchet court jusqu'à la régularisation administrative de la décharge communale de Chazelles-sur-Lyon. Le cas échéant, selon les modalités de régularisation choisie par l'exploitant de la décharge, il pourrait vous être demandé la reprise et l'élimination selon une autre filière autorisée des déchets issus du site Fléchet.

Je vous demande de vérifier si le puits du particulier à l'aval fait l'objet d'une consommation humaine de son eau et si tel est le cas, de réaliser une analyse d'eau de ce puits afin de statuer sur la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Vous transmettez les résultats de cette analyse à l'inspection des installations classées.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Préfet de la Loire



Fabien SUDRY